



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt

Bureau Politique et Police de l'Eau

N° référence : 100008837

Vos références :

Affaire suivie par : *julian.averty@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 71

Pièces jointes :

– *récépissé de déclaration*

SCEA du BOIS ROBIN
170 RUE LUCIEN SUEUR
60130 WAVIGNIES

Beauvais, le 14 décembre 2022

Monsieur,

Par courrier en date du 16 novembre 2022, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

Création de forage sur la commune de FOUILLEUSE

dossier enregistré sous le numéro : 100008837.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints.**

Par ailleurs, bien qu'il ne s'agisse pour le moment que de forages de reconnaissance, l'objectif reste bien à terme de mettre en place un prélèvement pour l'irrigation. Le volume envisagé est important, d'autant plus du fait de la proximité de la ZRE de l'Aronde, et l'étude de l'impact de ce forage restera très localisée, sans réelle vue d'ensemble. Au vu des effets actuels et à venir du changement climatique, il paraît important que le pétitionnaire travaille également sur des solutions agronomiques et/ou fondées sur la nature afin d'augmenter la capacité du sol à retenir l'eau. La seule mise en place de pompes n'est pas une solution qui semble durable et généralisable sur le territoire.

J'attire votre attention sur le fait que cet accord est valable uniquement pour la rubrique 1.1.1 0 et ne vous autorise pas à réaliser votre prélèvement d'eau. Il faudra déposer un dossier concernant la rubrique 1.1.2.0.

Par ailleurs vous trouverez également le (ou les) arrêté(s) de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée à la préfète, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la préfète et par
subdélégation
La responsable de la Cellule
Police de l'Eau, Adjointe au Chef
de Bureau



Fabienne PUNZANO

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)